

5 pays nordiques collaborent pour expulser les migrants

écrit par Jack | 5 novembre 2023



Le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède main dans la main pour affréter des vols destinés à l'expulsion des migrants.

Cinq pays nordiques conviennent de collaborer sur des vols d'expulsion partagés pour expulser les migrants

Le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède main dans la main pour affréter des vols destinés à l'expulsion des migrants.

Un groupe de pays d'Europe du Nord a convenu de travailler ensemble pour que les migrants expulsés n'aient aucun droit légal au séjour, affirmant qu'ils partageraient les vols d'expulsion et leur expertise.

Le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède ont annoncé mardi un nouvel accord selon lequel ils allaient combiner leurs efforts pour expulser les migrants, affirmant qu'ils lanceraient des vols d'expulsion communs et d'autres initiatives. L'accord est le résultat d'un sommet de deux jours des nations nordiques à Copenhague, au cours duquel le groupe a déclaré qu'il était parvenu à un « engagement fort » pour renforcer sa coopération en matière de retour des migrants.

En plus de travailler ensemble pour faire sortir les migrants illégaux de leur pays et les ramener dans leur pays d'origine, le groupe a également annoncé qu'il lancerait une initiative commune pour aider les migrants qui ont quitté leur foyer et sont parvenus jusqu'en Afrique du Nord – l'embarquement. point de départ pour les dangereux bateaux de contrebandiers traversant la Méditerranée vers l'Europe – pour retourner également à leurs lieux d'origine. Il s'agit, selon le pacte, d'un programme de « rapatriement volontaire ».

Le ministre danois de l'Immigration et de l'Intégration, Kaare Dybvad Bek, a déclaré lors de l'annonce que les pays nordiques doivent empêcher les migrants de « voyager à travers nos pays et de passer sous le radar des autorités ». [Il a poursuivi](#) : « C'est un principe décisif que les

étrangers sans domicile légal rentrent chez eux... nous devons constamment nous efforcer de faire mieux. Au Danemark, dans les autres pays nordiques et dans l'UE. L'accord d'aujourd'hui est un pas dans la bonne direction.»

Son homologue finlandaise, la ministre de l'Intérieur Mari Rantanen, a déclaré : **« Cette coopération soutiendra notre programme gouvernemental car il est très concentré sur les règles d'immigration et surtout sur les retours, qui ont été le maillon faible de notre système »**.

Dans le [communiqué](#) du groupe sur l'accord, il était indiqué sur les vols qu'ils travailleraient à « des opérations de retour nordiques conjointes en collaboration avec Frontex ».

Ce que cela signifie en pratique, selon les médias des pays concernés, c'est que si un pays du groupe entretient des relations particulièrement bonnes avec un pays étranger, alors tous les migrants qui doivent y être expulsés parmi les cinq seront envoyés vers cette seule nation pour le vol. Un [exemple donné](#) est la relation de la Suède avec l'Afghanistan, ce qui signifie qu'elle prendra la tête de l'expulsion de tous les Afghans illégaux du groupe des cinq nations.

[Comme indiqué dans le rapport](#) de Reuter sur l'accord, le Danemark est [depuis des années](#) en avance sur ses voisins nordiques en matière de politique de migration et d'expulsion , ce qui lui a valu de vives critiques de la part des organismes mondiaux et des groupes de défense des droits de l'homme, et même de la part des pays qui travaillent actuellement avec lui sur l'immigration.

L'approche danoise est devenue plus populaire auprès de ses voisins après que les conséquences de la crise des migrants sont devenues évidentes pour eux, a noté le service Wires, citant un discours du Premier ministre suédois le mois dernier qui citait « la politique d'immigration irresponsable » du dernier gouvernement et « « échec de

l'intégration » des migrants.

Soulignant ce changement d'attitude à l'égard de l'approche relativement dure du Danemark en matière de migration, la ministre suédoise des Migrations, Maria Malmer Stenergard, a déclaré cette semaine : *« Le gouvernement suédois examine réellement la manière dont le gouvernement danois a travaillé à la fois pour lutter contre le crime organisé mais aussi sur les questions de migration ».*

Ces sentiments semblent se propager à travers l'Europe, même dans les pays qui se sont montrés les plus agressifs en faveur de l'immigration de masse au cours de la dernière décennie, mais qui n'ont pas rejoint le pacte nordique. Le ministre allemand Christian Lindner [a déclaré cette semaine](#) que son pays avait « facilité » le séjour de ceux qui ont migré « illégalement vers notre État-providence » et a déclaré qu'il souhaitait réformer le système de protection sociale pour le rendre moins attrayant pour les migrants.

L'expulsion est un problème majeur pour l'Europe, car sa population augmente rapidement de migrants économiques et de faux demandeurs d'asile qui, après de longues procédures de demande et d'appel, se sont avérés n'avoir aucun droit légal de rester en Europe. Outre les implications économiques et sociales liées à la présence d'une population importante et croissante de clandestins clairement motivés à s'impliquer dans le marché noir pour gagner de l'argent là où ils n'ont aucun droit légal de le faire, il existe également une dimension sécuritaire, avec de [nombreux](#) des [attentats terroristes](#) de [ces dernières années en Europe](#) ont été commis par des migrants qui auraient dû être expulsés mais qui ne l'ont pas été.

Traduction google

<https://www-breitbart-com.translate.goog/europe/2023/11/02/live-nordic-nations-agree-to-collaborate-on-shared->

